



CONSENSO DE MONTEVIDEO

Déclaration politique du Forum social

Réseaux, organisations et collectifs féministes

Cinquième conférence régionale sur la population et le développement

Chers représentants des gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes, représentants du système des Nations unies, collègues activistes : nous nous réunissons aujourd'hui à l'occasion de la cinquième Conférence régionale sur la population et le développement, près de onze ans après l'adoption du consensus de Montevideo et trente ans après le Caire, pour réfléchir aux réalisations, aux défis et aux échecs de la mise en œuvre de cet accord historique.

Du point de vue du féminisme, des droits de l'homme, de la jeunesse, de l'antiracisme, de la lutte contre l'autonomisation et de l'intersectionnalité, il est essentiel d'aborder les réalités diverses et complexes de tous les groupes humains sans discrimination. Les réseaux et organisations de la société civile féministes, des peuples autochtones, des afro-descendant.e.s, des lesbiennes, des trans, des jeunes, des personnes âgées, des personnes avec un handicap, des travailleuses du sexe, des femmes séropositives, tous.tes défenseur.es des droits de l'homme et engagé.e.s dans la réalisation du Programme d'action de la Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement (CIPD) et de tous les engagements internationaux qui en découlent, sont présents aujourd'hui pour souligner :

Le consensus de Montevideo a constitué un cadre essentiel pour faire progresser la protection et la promotion des droits de l'homme dans notre région. Nous avons constaté des améliorations dans l'accès à la santé sexuelle et reproductive, dans l'éducation inclusive et dans la participation politique des femmes et d'autres groupes historiquement marginalisés.





CONSENSO DE MONTEVIDEO

Nous reconnaissons, en particulier, les avancées dans les cadres juridiques qui garantissent l'accès aux droits sexuels et reproductifs à traduire en politiques publiques, comme dans le cas de la dépénalisation de l'avortement dans certains pays de la région, de l'éducation sexuelle complète, de la parité hommes-femmes, de l'accès à la justice et à la protection dans les cas de violence basée sur le genre, et des budgets réservés pour les cas exceptionnels.

Cependant, ces avancées sont insuffisantes, ne couvrent pas les populations historiquement exclues et ont été mises en œuvre de manière inégale et lente au cours des onze dernières années. Nous avons même identifié des reculs et des menaces de perte de droits dans de nombreux pays de la région.

Nous sommes alarmées par les inégalités persistantes qui exacerbent la violence et le manque d'accès aux droits. Les conditions de violence qui prévalent à l'encontre des femmes, des jeunes, des adolescentes et des filles, dans toute leur diversité, ainsi qu'à l'encontre des personnes handicapées, tant dans la famille que dans la sphère institutionnelle, sont inacceptables.

Nous élevons nos voix contre la violence qui s'aggrave dans le cas des filles, des adolescentes, des jeunes et des femmes autochtones, des femmes d'origine africaine, des femmes vivant avec le VIH, des femmes handicapées, des femmes en situation de déplacement forcé et des migrantes. Nous n'acceptons pas que l'État procède à des stérilisations forcées et à des placements en institution non consensuels dans une logique d'autonomisation.

Nous dénonçons le fait que la violence et les crimes de haine à l'encontre des personnes LGBTIQ+ dans la région continuent d'augmenter. Les attaques contre les lesbiennes, les bisexuels, les femmes queer et les transgenres continuent d'être ignorées et invisibilisées par





CONSENSO DE MONTEVIDEO

les agents de l'État, sans qu'une réponse énergique soit apportée pour prévenir, traiter, documenter et soigner ces violences.

L'absence de réponses globales aux femmes victimes du trafic de drogue, de la traite et du passage en fraude de femmes, de filles et d'adolescentes à des fins d'exploitation sexuelle et de travail est un problème grave. Nous constatons également l'absence de politiques structurelles et à long terme visant à éradiquer les grossesses forcées, la maternité infantile et les unions précoces ou les mariages d'enfants.

Dans notre région, les systèmes de santé et d'éducation ont été affaiblis et les services de santé sexuelle et reproductive ne garantissent pas un accès universel efficace et de qualité. Les jeunes, en particulier ceux qui se trouvent dans des situations vulnérables, continuent de se heurter à des obstacles importants dans l'accès à l'éducation et à un emploi décent.

Le droit à l'autonomie corporelle et reproductive n'est pas garanti et aucun mécanisme n'est mis en œuvre pour une participation efficace à la prise de décision afin de protéger et de promouvoir la jouissance efficace de nos droits sexuels et reproductifs.

Les personnes handicapées continuent d'être marginalisées et de faire l'objet de discriminations dans de multiples sphères de la société, tout comme les femmes toxicomanes, qui sont également exclues des services de santé.

Les peuples autochtones et afro-descendants souffrent d'une exclusion systémique qui perpétue la pauvreté et limite leurs possibilités de développement. Les travailleuses du sexe et les travailleuses domestiques sont confrontées à des conditions de travail précaires, à un manque de reconnaissance et à l'absence de protection juridique.





CONSENSO DE MONTEVIDEO

Des progrès supplémentaires vers le plein respect des accords contenus dans le consensus de Montevideo sont nécessaires, à savoir :

1. Réaffirmation par les États de leur engagement en faveur du respect de la laïcité, de l'égalité et du renforcement des démocraties.
2. Mise en œuvre des programmes d'éducation inclusifs et accessibles, ainsi que des politiques du travail qui garantissent des emplois décents et équitables aux jeunes, en particulier à ceux qui se trouvent dans des situations de vulnérabilité.
3. Garantie d'un accès universel, efficace et de qualité aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris aux méthodes contraceptives modernes, aux traitements pour les personnes vivant avec le VIH, aux traitements hormonaux pour les personnes transgenres, à la contraception d'urgence, à l'information, aux fournitures et aux services pour un avortement sans risque.
4. Abandon du recours au droit pénal pour réglementer l'avortement et garantie, par le biais de politiques publiques globales, de l'accès à des services opportuns et de qualité qui assurent l'autonomie reproductive des femmes, des personnes trans et non binaires assignées à un sexe féminin à la naissance.
5. Intégration obligatoire de l'éducation complète à la sexualité (ECS) dans les programmes institutionnels d'éducation de base, en assurant la formation des enseignants dans les cadres réglementaires actuels, sans stéréotypes, discriminations et violences.
6. Décriminalisation de l'usage des drogues et prestation des services de soins basés sur la réduction des risques et l'information scientifique avec un accent sur le genre.
7. Renforcement de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en garantissant leur pleine participation à la société et leur accès aux services et aux opportunités sans discrimination et au sein de la communauté. Élaboration des politiques spécifiques qui répondent à leurs besoins, promotion de





CONSENSO DE MONTEVIDEO

leur participation efficace à la prise de décision et garantie de l'accès équitable aux ressources et aux services, avec du matériel dans des formats de communication alternatifs et améliorés et une interprétation en langue des signes lors d'événements et d'enregistrements.

8. Garantie de la pleine participation des populations autochtones et d'ascendance africaine, des femmes et des jeunes à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des mesures législatives et des politiques publiques, en développant le matériel dans les langues autochtones et l'accès aux services dans leur langue maternelle.
9. Établissement des cadres juridiques qui reconnaissent et protègent les droits du travail, la sécurité de l'emploi et la justice pour les travailleuses, y compris les travailleuses du sexe et les employées de maison.
10. Garantie de l'absence de violence et l'accès à la justice, ainsi que la libre expression de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Mise en place des politiques inclusives et des mesures de protection contre la discrimination et la violence à l'égard des personnes LGBTIQ+, en promouvant une culture du respect, de la reconnaissance et de l'acceptation.
11. Mise en œuvre des réponses globales pour la prise en charge et la protection des femmes, des filles et des adolescentes victimes de violences sexuelles.
12. Promotion et protection des droits des personnes âgées, en garantissant leur accès à des services de santé et de soins de qualité, à des programmes d'inclusion sociale et économique et à des environnements exempts de violence et de discrimination. Il est essentiel d'élaborer des politiques publiques qui reconnaissent leur précieuse contribution à la société et garantissent leur bien-être et leur dignité à tous les stades de la vie.





CONSENSO DE MONTEVIDEO

13. Création des réseaux de soins et de soutien communautaires et à domicile afin de garantir que les personnes âgées et les personnes handicapées puissent vivre au sein de la communauté et en dehors des institutions.
14. Mise en œuvre des politiques et des programmes publics visant à reconnaître la charge des soins qui pèse sur les femmes et à y remédier, en renforçant les systèmes de soins, les soins de proximité et en faisant progresser la couverture de la sécurité sociale, en reconnaissant également les personnes handicapées en tant qu'aidants.
15. Garantie de l'accès à la justice sans préjudice fondé sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre.
16. Promotion des réformes judiciaires afin d'assurer que la justice soit accessible à tous et que les procureurs disposent de ressources pour enquêter sur les féminicides, les trans-féminicides et la violence à l'égard des femmes.
17. Intensification de la réponse à la crise climatique et reconnaissance de son impact sur les conditions de santé et les droits de toutes les personnes.

Nous demandons aux gouvernements de notre région de donner la priorité à ces actions dans leurs agendas politiques et budgétaires. A cette fin, il est impératif qu'ils s'engagent à :

1. Allouer des budgets publics suffisants pour la mise en œuvre de politiques inclusives, de droits de l'homme et de réponse à la crise climatique.
2. Renforcer les mécanismes de responsabilité et de transparence afin de garantir que les engagements du consensus de Montevideo se traduisent par des actions concrètes.
3. Promouvoir la participation efficace de la société civile et des mouvements féministes à la formulation et au suivi des politiques publiques et protéger les femmes défenseurs des droits de l'homme.
4. Renforcer les statistiques sociodémographiques et les statistiques de l'état civil, en renforçant les capacités des systèmes statistiques nationaux à produire des données





CONSENSO DE MONTEVIDEO

ouvertes et de qualité, ventilées par sexe, âge, lieu de résidence, revenu, identité sexuelle et ethnique, statut migratoire, handicap, orientation sexuelle, état de santé et autres caractéristiques pertinentes.

5. Protéger le consensus de Montevideo et les agendas régionaux en matière de droits de l'homme des influences fondamentalistes contraires aux droits.

Les organisations de la société civile et le mouvement féministe ont été et continuent d'être des acteurs clés pour faire avancer, proposer des changements, susciter des débats et mettre en œuvre le consensus de Montevideo, ainsi que pour renforcer nos démocraties. Il est essentiel que les gouvernements reconnaissent et soutiennent notre travail, en garantissant des espaces de participation efficace et en protégeant le droit de défendre les droits.

Nous réaffirmons notre engagement dans la lutte pour une Amérique latine plus juste, plus inclusive, plus équitable et plus démocratique. Nous continuerons à travailler sans relâche pour que chaque personne, indépendamment de son sexe, de son identité de genre, de son orientation sexuelle, de son appartenance ethnique, de son âge, de son état de santé ou de ses capacités, puisse vivre dans la dignité et la pleine égalité des droits.

Notre vocation féministe pour la construction de la paix et la liberté des peuples est un appel inébranlable à la justice et à la dignité humaine. Que ce soit à Cuba, à Porto Rico, en Haïti ou en Palestine, nous nous opposons fermement aux occupations, aux blocus et à toute forme de domination qui perpétue l'oppression et la souffrance.

Nous concluons cette déclaration en élevant nos voix pour ceux dont la liberté a été bafouée, en tissant des réseaux de solidarité et d'espoir qui transcendent les frontières. Notre engagement est de continuer à construire une force transformatrice qui défie le pouvoir oppressif, parce que le féminisme est un courant de pensée et d'action qui remet en question





CONSENSO DE MONTEVIDEO

les arrangements patriarcaux à tous les niveaux et nous continuerons à le faire afin de construire un avenir où la paix, la liberté et l'autonomie sont des droits inaliénables pour toutes les personnes et tous les peuples.

Merci beaucoup.

Redes Regionales

Alianza Latinoamericana de Mujeres con Discapacidad ALAMUD
Alianza SIMA, (Sororidad, Inclusión, Mujeres en Acción)
Alianza para abordar el Matrimonio Infantil
Articulación Feminista Marcosur AFM
Comité de América Latina y el Caribe de defensa de derechos de las Mujeres- CLADEM
Consortio Latinoamericano Contra el Aborto Inseguro CLACAI
Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas-ECMIA
FP2030 LAC HUB
Girls Not Brides LAC, Alianza para abordar el Matrimonio Infantil
ICW Latina
IPAS LAC
IPPF Américas y el Caribe
Red Católicas por el Derecho a Decidir de América Latina y el Caribe
Red de Juventudes Afrodescendientes de América Latina y el Caribe (REDJUAFRO)
Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora
Red de mujeres indígenas y afrodescendientes con discapacidad de ALC
Red de mujeres trabajadoras sexuales de Latino América y el Caribe- Redtralsex
Red Latinoamericana Jóvenes Latidas
Red Latinoamericana y Caribeña de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos, RedLAC
Red Latinoamericana y del Caribe de personas que usan Drogas LANPUD
Red Latinoamericana y del Caribe de Personas Trans (RedLacTrans)
Red LESLAC - Red de Organizaciones de Lesbianas y Bisexuales de Latinoamérica y el Caribe
Red mesoamericana mujer salud y migración
Red Mujer y Hábitat – LAC
Red por la Salud de las Mujeres de América Latina y El Caribe RSMLAC
Sombrilla centroamericana
Vecinas Feministas por la Justicia Sexual y Reproductiva en América Latina





CONSENSO DE MONTEVIDEO

Redes, Organizaciones y colectivas nacionales

¡EA! Juventud

Acción Ciudadana por la Democracia y el Desarrollo

ADEM Asociación por los Derechos de las Mujeres en la Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal Seguro y Gratuito

Agrupación Ciudadana por la Despenalización del Aborto, El Salvador

Alianza Colombiana por los Derechos Sexuales y los Derechos Reproductivos

Alianza de SSR/El Salvador

Antigua Planned Parenthood Association

Articulación Alerta Montevideo Bolivia

Articulación Feminista Campaña 28 de Septiembre Bolivia

Asociación Ameyalli

Asociación de Personas Productivas con Discapacidad -ASODISPROAsociacion

Grupo Integral de Mujeres Sanjuaneras

Asociación Las Crisálidas

Asociación Panameña para el Planeamiento de la Familia

Balance Promoción para el Desarrollo y Juventud AC

Base Educativa y Comunitaria de Apoyo. BECA

Católicas pelo direito de decidir- Brasil

Católicas por el Derecho a Decidir - Bolivia

Católicas por el Derecho a Decidir - Colombia

Católicas por el derecho a decidir México

Cemoplaf

Centro de Derechos de Mujeres en Honduras

Centro de Estudios de Estado y Sociedad – CEDES

Centro de Estudios Legales y Sociales CELS

Centro de Estudios y Fortalecimiento Comunitario Mano Vuelta A.C

Centro de Investigación Para la Acción Femenina, CIPAF

Centro de la Mujer Peruana FLORA TRISTÁN.

Centro de promoción en salud y asistencia familia CEPROSAF

Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos - Promsex

CEPAM Guayaquil

CEPIA - Cidadania Estudo Pesquisa Informação Ação

CIES Salud Sexual Salud Reproductiva

Circulo emancipador de mujeres y niñas con Discapacidad de Chile, CIMUNIDIS

CISCSA Ciudades Feministas

Colectiva Iranu

Colectivo "Género y Teología para el Desarrollo"

Colectivo Rebeldía





CONSENSO DE MONTEVIDEO

Colectivo Vida Independiente de Guatemala
Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres –
CLADEM-Bolivia
Comunidad de Derechos Humanos
Conexión Intercultural por el Bienestar y la Autonomía La Ceiba
Consortio Boliviano de Juventudes
Coordinadora 28 de Mayo Guatemala
Coordinadora de la Mujer Bolivia
Corporación Caribe Afirmativo
Corporación Colectiva Justicia Mujer
Corporación de Mujeres Ecofeministas Comunitar
Corporación Femm
Corporación Miles Chile
Corporación Polimorfias
Corporación Popular La Caracola
Corporación Red Nacional de Mujeres de Cartagena de Indias y Bolivar
Cotidiano Mujer
Creacion Positiva
Dominica Planned Parenthood Association
Ecuador Violencias Cero
Ecuménicas por el Derecho a Decidir Honduras
Equidad de Género, Ciudadanía, Trabajo y Familia -MX
Famia Planea – Aruba
Federación Mexicana de Educación Sexual y Sexología FEMESS
Formación y Capacitación
Fundación Arcoiris por el respeto a la diversidad sexual
Fundación Centro de Desarrollo Social - Cedesocial
Fundación Mexicana para la Planeación Familiar A.C. (MEXFAM)
Fundación México Vivo
Fundación Mujer & Mujer
Fundación mujer y futuro
Fundación Mujeres por Mujeres
Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer FEIM
Fundación Sendas
Fundheg (Fundación Derechos humanos equidad y género) IPPF Argentina
FUSA Asociacion Civil
Generación caliente
Gestos - Soropositividade, comunicação e gênero
Girl Up México
Grenada Planned Parenthood Association





CONSENSO DE MONTEVIDEO

Grupo Cairo y Montevideo Guatemala
Grupo Intersectorial por los Derechos Sexuales y Derechos Reproductivos
Instituto de Liderazgo Simone de Beauvoir
Jamaica Family Planning Association
La Colectiva Colombia
La Mesa por la Vida y la Salud de las Mujeres
La Morada - Chile
Libres, Organización Lesbofeminista
Mesa de Trabajo en Discapacidad y Derechos Humanos
Movimiento Amplio de Mujeres de Puerto Rico
Movimiento de Mujeres Dominicano Haitianas (MUDHA)
MSI Bolivia
Mujeres Sobre Ruedas Fundación de Mujeres con discapacidad
Observadoras Ley de Aborto - Chile
Observatorio de los Derechos Sexuales y Reproductivos de las Personas con Discapacidad -
ODISEX PERU
Odara Instituto da Mulher Negra
Organización Colombia Diversa
Organización de Mujeres Tierra Viva, Guatemala
Organización Feminista por los DDHH de las personas Trans
Organización Llanto, Valor y Esfuerzo (LLAVES)
Organización Negra Centroamericana
Oriéntame
ORMUSA Organización de Mujeres Salvadoreñas por la Paz
Peras del Olmo
Planned Parenthood Association of Trinidad and Tobago
Profamilia
Programa de Apoyo a la Sociedad Civil
Red de Jóvenes para la Incidencia Política -INCIDEJOVENRed
Feminista contra la Violencia hacia las Mujeres
Red Mexicana de Mujeres Trans A. C.
Red Multicultural de Mujeres Trans de Guatemala
Red Nacional de Líderes y Lideresas Juveniles Tú Decides Bolivia
Red Nacional de Mujeres de Colombia
REDAAS Argentina
REDI Red por los derechos de las personas con discapacidad
Saint Lucia Planned Parenthood Association
Sindicato Nacional independiente de trabajadoras sexuales trans travestis y otros
Stichting Lobi-Suriname
Taller Salud





CONSENSO DE MONTEVIDEO

Unión Latinoamericana De Ciegos
Universidad Nacional Abierta y a Distancia. UNAD - Colombia
Útera Casa Feminista
We Lead Honduras

Redes Globales

Amnistía Internacional
Centro de Derechos Reproductivos
Equality Now
Fòs Feminista
Médicos del Mundo

